

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES SALARIÉS NON CADRES
(ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)**

ACCORD DU 22 JUILLET 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0997151M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Alpes-de-Haute-Provence ;

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FGA CFDT des Alpes-de-Haute-Provence ;

L'union départementale des syndicats FGTA CGT-FO des Alpes-de-Haute-Provence ;

L'union départementale des syndicats FNAF CGT des Alpes-de-Haute-Provence ;

L'union départementale des syndicats SNCEA CFE-CGC des Alpes-de-Haute-Provence,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de mettre en place un régime de prévoyance au niveau départemental (comme le permet l'accord national du 10 juin 2008 relatif à la protection sociale complémentaire en agriculture et à la création d'un régime de prévoyance) garantissant des prestations en matière de garantie décès, d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente d'origine professionnelle.

Les partenaires sociaux signataires entendent ainsi :

- permettre aux salariés des entreprises et exploitations agricoles des Alpes-de-Haute-Provence de bénéficier d'une couverture prévoyance en offrant un niveau de garanties supérieur à l'accord national du 10 juin 2008 ;
- favoriser la fidélisation des salariés et renforcer l'attractivité de la branche professionnelle ;

- conserver la maîtrise du régime de protection sociale au niveau local.

Article 1^{er}

Champs d'application

Le présent accord est applicable à l'ensemble des salariés non cadres des exploitations et entreprises agricoles relevant des activités de production agricole du département des Alpes-de-Haute-Provence.

1. Champ d'application professionnel

Les salariés, y compris les apprentis, de nationalité française ou étrangère travaillant dans :

- les exploitations agricoles de culture et d'élevage, quelles que soient les productions et les formes juridiques adoptées ;
- les structures agro-touristiques et activités qui sont dans le prolongement de l'acte de production, ou qui ont pour support l'exploitation.

2. Champ d'application territorial

Le présent accord régit tous les travaux salariés visés à l'article 1^{er}, effectués dans des entreprises dont le siège social est situé sur le département des Alpes-de-Haute-Provence.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des entreprises et salariés compris dans son champ d'application à compter du 1^{er} janvier 2010, si son arrêté d'extension est publié avant cette date.

En tout état de cause, le présent accord s'imposera à compter du 1^{er} janvier 2010 aux salariés ressortissant à des entreprises adhérentes aux organisations signataires.

Dans le cas où cet accord serait étendu postérieurement au 1^{er} janvier 2010, les entreprises non adhérentes aux organisations signataires pourront également, préalablement à son extension, appliquer le présent accord de manière volontaire pour leurs salariés. En dernière instance, cet accord s'appliquera à ces entreprises à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, s'il est publié après le 1^{er} janvier 2010.

Le régime établi par le présent article ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet. Ainsi l'article 22 de la convention collective des exploitants agricoles des Alpes-de-Haute-Provence du 1^{er} juillet 1998 instituant une rémunération des salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident sera abrogé avec effet au 1^{er} janvier 2010. Cette disposition est intégrée au présent accord.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord si les circonstances en démontrent l'utilité.

Article 3

Gestion du régime de prévoyance

Pour assurer la gestion du régime de prévoyance défini dans le présent accord et la mutualisation entre les salariés, les organisations signataires conviennent de désigner Agri-Prévoyance, du groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Les modalités et conditions de gestion s'effectuent selon les dispositions fixées dans la convention conclue entre l'organisme assureur et les partenaires sociaux signataires.

Article 4

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ayant 1 an d'ancienneté et plus dans l'entreprise, et relevant du champ d'application du présent accord.

La condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 1 an d'ancienneté.

A l'exclusion :

- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles.

Article 5

Garanties

Les organisations signataires précisent que cet accord a pour objectif de mettre en place un régime de prévoyance garantissant à tous les bénéficiaires les prestations définies ci-dessous.

Garantie décès

Après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, en cas de décès, quelle qu'en soit l'origine (à l'exception des exclusions inhérentes à l'organisme gestionnaire), il est versé aux ayants droit du salarié, conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s), un capital décès égal à 100 % du salaire annuel brut tranche A et tranche B.

Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité permanente et absolue du salarié, l'organisme gestionnaire verse par anticipation 100 % du capital décès défini ci-dessus.

Ce versement est effectué à condition que le salarié en fasse la demande, indépendamment de la rente d'invalidité ou d'incapacité qui lui sera servie. Le décès postérieur du salarié n'ouvre plus droit alors au capital décès.

Un salarié est considéré en état d'invalidité absolue et définitive s'il est classé :

- soit invalide 3^e catégorie au titre de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale avec l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie ;
- soit en situation d'incapacité permanente au titre d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle reconnue par la mutualité sociale agricole au taux de 100 % et avec l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie.

Allocation frais d'obsèques

En cas de décès du salarié, l'organisme gestionnaire verse une allocation de frais d'obsèques d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale, dans la limite des frais réels. Cette allocation est versée aux personnes ayant acquitté les factures sur présentation de celles-ci.

Garantie incapacité temporaire

1. Complément de rémunération issu de la loi dite de mensualisation (art. 49 de la loi du 30 décembre 1988 pour les salariés agricoles, et en application de l'accord national de méthode du 5 juillet 1990 pour la mise en œuvre de la garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident).

Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité temporaire de travail résultant de la maladie ou d'accident, et à condition :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité auprès de l'employeur ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole, au titre des indemnités journalières ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Le salarié bénéficiera :

- à compter du 7^e jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du premier jour d'arrêt en cas d'accident du travail, du trajet ou de maladie professionnelle, des indemnités journalières complémentaires prévoyance de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire de la période retenue pour le calcul des indemnités journalières légales pendant une durée de :
 - 45 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 1 et 6 ans ;
 - 60 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 6 et 11 ans ;
 - 75 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 11 et 16 ans ;
 - 90 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 16 et 21 ans ;
 - 105 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 21 et 26 ans ;
 - 120 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 26 et 31 ans ;
 - 135 jours pour les salariés ayant plus de 31 ans d'ancienneté.

Lors de chaque arrêt de travail, il est tenu compte du nombre de jours indemnisés pour le même risque (maladie ou accident du travail) au cours des 12 mois précédents de telle sorte que si plusieurs absences ont été indemnisées au cours de cette période, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle prévues ci-dessus.

Dans tous les cas, l'indemnisation globale nette du salarié (indemnités légales + indemnités complémentaires) ne pourra excéder le salaire net que le salarié aurait perçu s'il avait travaillé.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées pour le compte de l'organisme gestionnaire, par la caisse de mutualité sociale agricole, soit aux salariés bénéficiaires de la garantie, conjointement aux indemnités journalières légales et selon la même périodicité, soit à l'employeur dans le cas d'une demande de subrogation, signée ou non par le salarié.

Charges sociales

Les charges sociales patronales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées directement à la caisse de mutualité sociale agricoles par Agri-Prévoyance.

La part salariale des cotisations sociales dues sur le complément de rémunération est prélevée sur le montant de ces indemnités journalières, qui sont versées nettes de cotisations, de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au redressement de la dette sociale (CRDS), soit au salarié bénéficiaire, soit à l'employeur dans le cas de la subrogation.

2. Relais du complément de rémunération.

Pour chaque jour d'arrêt de travail intervenant après le dernier jour ayant donné lieu à versement du complément de rémunération par l'employeur, en application des dispositions décrites ci-dessus, le salarié en arrêt de travail bénéficiera d'une indemnité journalière égale à 15 % du salaire journalier de référence, et ce jusqu'à la reprise du travail ou jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail au plus tard.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité auprès de l'employeur ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole, au titre des indemnités journalières ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Lors d'un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié, dans les 12 mois précédents, du nombre maximal de jours donnant lieu à complément de rémunération par l'employeur au titre des obligations légales sur la mensualisation, le versement de l'indemnité journalière sera effectuée à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle – à l'exclusion des accidents de trajets – et à compter du 8^e jour dans tous les autres cas.

Garantie incapacité permanente professionnelle

Le salarié bénéficie en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail, ou d'une maladie professionnelle, d'une rente égale à 10 % du salaire mensuel brut de référence, versée chaque mois. Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole.

Le versement de la rente débute dès le versement de la rente accident du travail ou maladie professionnelle, par la mutualité sociale agricole pour une incapacité permanente entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle et correspondant à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 66,66 %.

Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou reconstitués.

La rente ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières qu'il percevait avant la décision de la MSA au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent accord.

En tout état de cause, le total des prestations perçues, au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance, ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité.

Cette rente est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole. Elle est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension. Cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension vieillesse.

Dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus

Les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent accord et répondant aux conditions d'ouverture du droit seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans lesdits paragraphes.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès des organismes assureurs sont garantis à la date d'effet du présent accord pour les prestations suivantes :

- les revalorisations futures, portant sur les indemnités journalières, en cours de service au jour de la résiliation ainsi que les prestations différées liées à l'aggravation du risque, selon les modalités prévues avec l'organisme désigné à l'article 3 ;
- le bénéfice des garanties décès est versé par l'ancien organisme assureur, lorsque le contrat de travail n'est pas rompu à la date d'adhésion, pour les bénéficiaires d'indemnités journalières d'incapacité temporaire ou de rentes d'incapacité permanente professionnelle ou d'invalidité versées par un organisme assureur en application d'un contrat souscrit antérieurement, sous réserve que le maintien de ces garanties ne soit pas déjà prévu par un contrat antérieur.

Toutefois, le bénéfice des garanties décès sera versé par le nouvel organisme assureur désigné à l'article 3 si :

- d'une part, les entreprises concernées communiquent un état détaillé des salariés en arrêt de travail dans le trimestre civil suivant la date d'adhésion ;
- d'autre part, si le précédent organisme assureur transmet les provisions effectivement constituées à la date de la résiliation de son contrat, en application de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée.

Les garanties incapacité s'entendent à législation sociale constante.

Article 6

Adhésion et antériorité

Tout employeur ayant une activité définie à l'article 1^{er} du présent accord est tenu d'adhérer, pour l'ensemble des salariés concernés à l'article 4 du présent accord à l'organisme gestionnaire désigné à l'article 3, en application des modalités fixées entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné.

Par conséquent, les entreprises qui auraient souscrit antérieurement, un régime de prévoyance ayant le même objet auprès d'autres organismes assureurs, sont tenues de résilier leur contrat afin de rejoindre la mutualisation.

Article 7

Cotisations

1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés définis à l'article 3 du présent accord sur la base des rémunérations brutes limitées à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

2. Taux de cotisations et répartition

Les cotisations relevant du complément de rémunération mensualisation et de l'assurance charges patronales, aux taux de 0,40 et 0,15, sont uniquement à la charge des employeurs.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations, qui correspondent aux garanties couvrant le capital décès, l'allocation frais d'obsèques, l'indemnité journalière en relais du complément de rémunération pour l'incapacité temporaire de travail et la rente de l'incapacité permanente professionnelle, est de 0,36 %, réparti à 50 % à la charge des employeurs et à 50 % à la charge des salariés, comme indiqué dans le tableau mis en annexe.

La couverture des prestations incapacité temporaire « relais du complément de rémunération » définie à l'article 5 est assurée par la seule cotisation du salarié.

3. Collecte

Les cotisations sont collectées par la mutualité sociale agricole pour le compte de l'organisme gestionnaire selon les modalités définies entre l'organisme gestionnaire et la mutualité sociale agricole.

4. Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur, le bénéfice des garanties décès, incapacité permanente professionnelle est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur, et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et incapacité permanente professionnelle sont maintenues, sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

Article 8

Clause de réexamen

Le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent accord fera l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la

date d'entrée en vigueur du présent accord, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

En cas de dénonciation du présent accord par l'une ou l'autre des parties, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de fin d'application d'une garantie suite à la révision du présent accord, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de changement d'organisme assureur, l'organisme concerné transfèrera au nouvel assureur les provisions mathématiques, correspondant aux prestations en cours de service à la date de la résiliation ainsi qu'aux prestations différées liées à l'aggravation du risque.

Ainsi, le nouvel assureur procédera au versement desdites prestations jusqu'à leur terme.

Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront les modalités de la poursuite des revalorisations, avec le nouvel organisme assureur et/ou tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

Article 9

Accord de gestion spécifique et commission paritaire de suivi

Les modalités de fonctionnement administratives, de mise en œuvre pratique des garanties prévues par l'accord, et de suivi du régime font l'objet d'une convention de gestion distincte, entre l'organisme assureur désigné et les partenaires sociaux.

Une commission paritaire de suivi, constituée des organisations professionnelles signataires, se réunira au moins une fois par an, avec les représentants de l'organisme désigné, afin notamment de :

- faire le point sur les entreprises et salariés relevant du présent accord, avec transmission des données statistiques et leur consolidation ;
- réaliser un bilan annuel de l'application de l'accord avec un suivi des cotisations perçues, des frais de gestion, des prestations versées, des revalorisations instituées, des provisions constituées ;
- donner un avis sur la création et la mise à jour des documents d'information présentant le régime mis en place aux salariés et aux employeurs ;
- examiner les avis relatifs à l'évolution du régime.

Cette commission paritaire de suivi pourra ainsi faire des propositions aux partenaires sociaux, qui prendront toutes décisions concernant les modalités d'organisation et de mutualisation du régime, en commission mixte.

Article 10

Formalités administratives

L'accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties. Les modalités de dénonciation sont celles définies à l'article L. 2261-9 du code du travail.

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander l'extension du présent accord.

Fait à Digne, le 22 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Le détail des cotisations par garantie et la répartition employeur-salarié s'établit ainsi :

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIE	ENSEMBLE
Capital décès	0,15 %		0,15 %
Allocation frais d'obsèques	0,02 %		0,02 %
Incapacité temporaire de travail			
– complément de rémunération mensualisation	0,40 %		0,40 %
– cotisations assurances charges patronales	0,15 %		0,15 %
– relais complément de rémunération		0,17 %	0,17 %
Incapacité permanente professionnelle	0,01 %	0,01 %	0,02 %
Total	0,73 %	0,18 %	0,91 %

Ces taux de cotisations sont garantis par l'organisme gestionnaire pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2010.